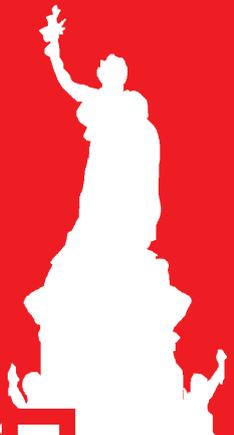


PROGRAMME DE



# Salut public

PROPOSÉ PAR LE  
MOUVEMENT  
RÉPUBLICAIN  
& CITOYEN



2

0

1

0

# PROGRAMME DE **Salut public**

**Le capitalisme financier mondialisé est entré dans une crise de longue durée. Cette crise est à la fois celle du modèle capitaliste anglo-saxon déréglementé et globalisé, et celle de l'hyperpuissance américaine qui « tenait » le système, comme la clé de voûte la cathédrale. Cette crise ne peut se résorber rapidement pour toutes sortes de raisons. La principale est que les Etats-Unis ne peuvent plus dominer seuls le reste du monde mais que la Chine ne pourra pas avant longtemps assurer la relève.**

## **Entre les Etats-Unis et la Chine**

Pour qui sait lire à travers les chiffres, il est clair qu'une certaine co-gestion implicite s'est établie. Les Chinois savent qu'ils doivent gérer dans le temps long, c'est-à-dire avec prudence, leur inéluctable montée en puissance. Dans l'immédiat ils continuent d'acheter des bons du trésor américain mais ils préparent pour le moyen terme un successeur ou du moins des succédanés au dollar. À long terme ils seront gagnants : leur PNB dépassera celui des Etats-Unis d'ici quinze à vingt ans. Ils sont d'ores et déjà la deuxième économie et le premier exportateur mondial. Ils attirent le reste de l'Asie et d'abord le Japon dans leur orbite. Dans la course aux matières premières dont ils ont besoin, ils prennent pied en Asie, en Afrique, en Amérique du Sud. Prodiges de déclarations pacifistes, ils développent, à bas bruit, leur arsenal. Ils sont d'ores et déjà non seulement une grande puissance économique et financière mais aussi scientifique et technologique. Le temps joue pour eux et ils le savent. Ils tiennent le dollar dans leurs mains. Le dollar a donc encore de beaux jours devant lui, car la Chine, quoi qu'elle en dise, a besoin du dollar pour poursuivre son développement.

Les Etats-Unis quant à eux se sont installés dans le confort d'une économie rentière. En élisant Barack Obama comme Président, ils ont cependant montré une réactivité et un instinct vital de premier ordre. Ils croient avoir reconquis d'un seul coup le pouvoir d'influence qui leur avait échappé depuis l'invasion de l'Irak en 2003.

Certes la tâche du nouveau Président est rude. Du moins a-t-il su d'emblée opérer le « cadrage » des problèmes qu'il a à résoudre : à l'intérieur enrayer la crise et opérer à travers un nouveau New Deal, la reconquête des couches populaires. Pour cela il lui faut à la fois mettre sur pied le système de santé auquel il s'est engagé, rétablir l'épargne des Etats-Unis et réindustrialiser le pays. En même temps il lui faudra faire ratifier par un Sénat réticent le traité d'interdiction des essais nucléaires, faute de quoi sa vision d'un monde « exempt d'armes nucléaires » s'effondrerait brutalement.

A l'extérieur, les Etats-Unis d'Obama cherchent à neutraliser la Russie et la Chine pour pouvoir se désengager du borbier de la « guerre des civilisations » malencontreusement ouverte par Georges W. Bush avec le monde musulman. Obama doit en particulier obtenir de l'Iran qu'il respecte le TNP, fondement de l'ordre nucléaire mondial, d'Israël qu'il consente à la création d'un Etat palestinien viable. Il lui faut enfin stabiliser durablement l'Afghanistan et le Pakistan. Autant de travaux d'Hercule dont un seul absorberait l'énergie d'un homme mais dont l'échec d'un seul pourrait compromettre tous les autres.

Le Président Obama maîtrise la communication, mais il y a beaucoup de choses qu'il ne maîtrise pas : le big business traditionnellement favorable aux républicains qui lui restent hostiles, Wall Street, c'est-à-dire la finance, acquise aux démocrates à condition que ceux-ci l'aident à prospérer, le Capitole dont le pouvoir de blocage dans le système présidentiel américain pose le problème de savoir si les Etats-Unis peuvent, avec de telles institutions, reconquérir leur leadership. Enfin, à l'extérieur, le reste du monde échappe par définition à Obama, quelle que soit la sympathie qu'il suscite dans l'opinion.

Reste qu'Obama est unique. Et il y a sur la terre une majorité d'hommes qui ne peuvent pas souhaiter son échec. Son but proclamé est de rétablir le leadership américain. Il faut le croire sur pa-

role. Mais il ne peut faire marcher l'Histoire à l'envers. Les Etats-Unis devront rétablir leurs équilibres internes et composer avec le reste du monde. Sur quel monde cela débouchera-t-il ? Une régulation politique pourra-t-elle se substituer à la domination des marchés financiers ou du moins les tenir en lisière, voire les encadrer ? Et quelle place la France et l'Europe y tiendront-elles ?

## **L'absence de volonté en Europe**

Si l'on s'en tient à cette seule dernière question, le diagnostic est sombre ! Pour se réindustrialiser, rétablir leur épargne, lutter contre le chômage, les Etats-Unis ont besoin d'un dollar faible. L'euro reste, malgré son affaiblissement récent, à un niveau trop élevé à 1,30 \$ pour 1 euro\* contre 0,84 \$ en l'an 2000. C'est dire l'ampleur de la dévaluation réalisée. Dans le même temps les Etats-Unis, très réalistes dans l'évaluation des rapports de forces, semblent avoir renoncé à demander la réévaluation du yuan qu'ils réclamaient au début de l'année 2009. Les Chinois viennent même de rétablir un lien fixe entre le yuan et le dollar. La France et les pays de la zone euro, déjà affrontés à la concurrence des pays à bas coût salarial au premier rang desquels la Chine, voient se renforcer la compétitivité des produits américains au fur et à mesure de la baisse du dollar et simultanément celle des produits chinois. Nous sommes donc pris en étau entre la concurrence des pays à bas coût et celle du dollar. Et dans la longue période de transition qui commence, entre l'hégémonie déclinante des Etats-Unis et la montée irrésistible de la Chine, il n'y a aucune chance que l'étau se desserre sauf sursaut des peuples européens prenant enfin conscience du danger et décidés à se protéger. La probabilité est que notre déclin industriel va s'accélérer, faute de ce sursaut vital.

L'Allemagne, du fait de sa spécialisation dans les biens d'équipement pourra résister quelques années. Elle le pourra d'autant mieux qu'elle a mené depuis une dizaine d'années une politique de déflation salariale efficace ... surtout vis-à-vis de ses partenaires européens. Mais ceux-ci, parmi lesquels la France, pourront beaucoup plus difficilement résister à la prise en tenailles par la Chine et par le dollar.

L'Europe de Maastricht et de Lisbonne est en effet une machine d'impuissance. La Banque Centrale européenne, arc-boutée sur sa politique de lutte contre l'inflation, est aux abonnés absents pour ce qui est de la politique de change. Certes le traité de Maastricht pourrait être interprété autrement mais c'est sa version allemande qui triomphe : la politique de change mentionnée par le traité ne viserait que les réformes structurelles du système monétaire international du type accords de Bretton Woods ou de la Jamaïque. La France est prisonnière d'un système, celui de l'euro, sur lequel elle n'a aucun moyen d'action. La Grande-Bretagne a pu dévaluer la livre de près de 40%. La France a les pieds et les mains liés. On crie haro sur le protectionnisme. La Grande-Bretagne avait instauré des droits de 30% en 1931 ! Mais que fait d'autre en 2009 la Grande-Bretagne en dévaluant sa monnaie de 40 % ? Comment allons-nous nous défendre du protectionnisme monétaire américain, britannique et chinois ? Par un protectionnisme « européen » qu'il serait plus juste d'appeler « rétablissement d'une concurrence équitable » ? Une fiscalité écologique ? Des droits « antidumping social » ? Aussitôt ce sont cris d'orfraie des élites à l'intérieur et à l'extérieur. On lit que les pays du Sud s'alarment à l'idée d'une taxe carbone à l'importation qui serait d'ailleurs dérisoire. Mais où sont donc les nouvelles centrales à charbon qui sont la principale source de pollution sinon d'abord en Asie ? Quant aux salaires de misère, à l'absence de protection sociale, de droit syndical et même de syndicats, sauf si on entend par là des syndicats « jaunes », au service des patrons, que faisons-nous pour en protéger nos industries et nos emplois, bref nos ouvriers, et plus largement ceux qui vivent de leur travail ? Rien, évidemment, au nom du principe de la « concurrence libre et non faussée » voulue par les partisans des Traités depuis celui de Rome jusqu'à celui de Lisbonne, en passant par celui de Maastricht !

Peut-on attendre quelque chose de l'Europe à vingt-sept, où tout a été verrouillé de A à Z, où l'harmonisation fiscale ne peut se décider qu'à l'unanimité, où par le jeu des majorités qualifiées, les pays libéraux, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, et les pays à bas coût salarial d'Europe Centrale et Orientale, peuvent facilement bloquer toute mesure visant à protéger le marché européen des concurrences déloyales ? En faisant triompher, à l'occasion de la crise grecque, une conception rigoriste coercitive et fondamentalement anti-sociale, la coalition conservatrice libérale au pouvoir à Berlin achemine l'Europe toute entière vers une catastrophe sociale majeure.

## **La France prise au piège**

Voilà la triste réalité, celle d'un pays trahi par ceux qui avaient à charge de le protéger, celle d'une impuissance constitutionnalisée, même si c'est par traité. Où est la volonté d'aller à l'encontre de

\* taux relevé le 4 mai 2010

ces choix désastreux, de ce dessaisissement consenti des pouvoirs confiés par le peuple à l'Etat qui s'en est défait, comme si c'était là une prouesse sur le chemin de la rédemption post nationale ? La France est prise au piège. Et les autres d'ailleurs avec elle, même s'ils l'ignorent encore. Peut-on attendre une réaction ? Elle se fera en ordre dispersé. Il y aura des jacqueries. Elles seront étouffées. Quand l'Allemagne se réveillera - l'alliance conservatrice-libérale est là pour cinq ans -, il sera trop tard pour les autres Européens. En Europe, seule la France, de par sa tradition politique, pourra lever l'étendard d'une autre politique européenne. Elle sera seule d'abord pour le faire. Mais elle le doit. Ne sous-estimons pas sa puissance d'entraînement.

Faute d'une politique de change adaptée ou d'une protection commerciale adéquate, on ne peut pas exclure que des évolutions divergentes au sein de la zone euro conduisent celle-ci à l'éclatement. Refusons de parier sur le pire. Agissons pour que l'Allemagne accepte enfin ce qu'elle refuse mais qui est dans la logique des choses : un gouvernement économique de la zone euro capable d'ouvrir un sentier de croissance pour l'Europe toute entière. Au fur et à mesure que l'euro montera, nous trouverons des alliés outre Rhin. Mais ne laissons pas l'emporter le poids des conservatismes bornés, ne laissons pas les apôtres de l'inégalité imposer leur loi féroce, refusons le dogmatisme des grands prêtres du libéralisme. Nous voulons une Europe de nations qui coopèrent mais nous rejetons la construction qu'on a imposée au peuple français, de justesse en 1992, à Maastricht, puis à Lisbonne en 2009, contre sa volonté exprimée en 2005, ce qui est mortifère pour l'Europe elle-même. Sachons nous affranchir de ces carcans réactionnaires pour tendre aux autres peuples une main fraternelle. Sachons inventer un autre chemin.

C'est possible, si nous le voulons. Un gouvernement de salut public n'hésiterait pas à s'appuyer sur le référendum, c'est-à-dire sur le peuple français pour faire plier ceux qui travaillent pour la finance internationale, et en définitive, contre l'Europe. C'est dans l'inspiration du programme du Conseil national de la résistance qu'il nous faut puiser.

Nous proposons un programme de salut public pour la France dans le monde tel qu'il est, celle d'un pays apte à y reprendre toute sa place et à contribuer à sa transformation, que nous devons définir. Par ailleurs, après l'effondrement du communisme, puis de la social-démocratie, il nous faut réinventer un projet progressiste. Si nous puisons dans l'histoire de la France, c'est le projet républicain qui est capable d'impulser le goût salubre de l'indépendance à l'extérieur et le goût de l'intérêt général à l'intérieur. C'est donc un projet républicain nouveau qu'il nous faut inventer. L'âge d'or n'en a pas existé, mais en nous ressourçant dans notre tradition républicaine, nous pouvons faire du neuf, en pesant sur l'ordre du monde, sur l'orientation de l'Europe, sur l'avenir de la France.

**Il nous faut donc fixer les termes d'un véritable programme de salut public pour que notre pays reprenne la main sur son avenir. Cela passe d'abord par l'ouverture d'une phase radicalement nouvelle de l'histoire européenne.**

**Puis le programme de salut public que nous proposons se décline à l'extérieur et à l'intérieur en quelques axes cohérents de priorités :**

- **Peser à l'international pour changer la donne mondiale**
- **Rassembler les Français autour d'un projet pour la France**
- **Imaginer un nouveau modèle de développement humain**

## **I OUVRIRE UNE PHASE RADICALEMENT NOUVELLE DE L'HISTOIRE EUROPEENNE**

*La capacité propulsive de l'Europe de Bruxelles est nulle. Elle s'est enlisée dans le double credo ultralibéral ravageur pour l'emploi de la « concurrence libre et non faussée » et du désarmement commercial. La crise financière a montré l'inexistence des institutions de Bruxelles et de Francfort. Et pourtant, jamais autant qu'aujourd'hui le besoin d'une action commune des nations européennes n'a paru plus indispensable. Il faut donc innover.*

*Le moment est venu de proposer aux peuples un nouveau pacte pour l'Europe, tirant les leçons des échecs de la conception actuelle de l'UE et anticipant sur la faillite programmée des institutions issues du traité de Lisbonne. Un pacte qui reverra tous les mécanismes institutionnels nécessaires pour faire de l'Europe une union de souverainetés, gage d'un espace de prospérité retrouvée et apte à lui rendre au XXIème siècle son rang dans le monde.*

**1 UN VRAI GOUVERNEMENT ÉCONOMIQUE DE LA ZONE EURO** C'est davantage sur cet objectif de pilotage de la politique économique par les ministres de l'économie des pays de la zone euro qu'il faut appeler un changement européen, pour assurer un taux de change de l'euro stable par rapport au dollar et au yuan et ainsi protéger les intérêts européens. Un dialogue franc doit être engagé avec l'Allemagne pour qu'elle s'oriente vers une politique moins déflationniste. De ce fait, l'indépendance de la BCE pourra et devra concrètement être remise en cause. Le contrôle de la circulation des capitaux à court terme sera instauré. La politique économique à mettre en œuvre doit utiliser tous les leviers existants et se fixer l'objectif explicite du plein emploi en n'excluant pas une inflation modérée. A défaut, il faudra organiser la substitution à la monnaie unique trop rigide d'une monnaie commune réservée aux transactions extérieures et autorisant les souplesses nécessaires entre les monnaies nationales définies par une parité fixe et ajustable par rapport à l'euro.

**2 UNE EUROPE À GÉOMÉTRIE VARIABLE PAR DES COOPÉRATIONS RENFORCÉES TOTALEMENT REPENSÉES** Devant l'impossibilité de développer de nouvelles coopérations européennes dans le cadre trop strict du traité, il faut innover hors traité, à partir des Etats. Il doit être recherché des coopérations bilatérales, décidées à deux et destinées le cas échéant à s'ouvrir ensuite, notamment dans les domaines de l'aéronautique, de l'aérospatial et des nanotechnologies.

**3 UN VASTE PLAN D'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE, D'ÉQUILIBRE ÉCOLOGIQUE ET DE GRANDS TRAVAUX** C'est notamment dans la production et le transport de formes d'énergies non émettrices de gaz à effet de serre que l'Europe doit développer des coopérations renforcées et ouvertes, dans le respect des impératifs de la sécurité nucléaire que la puissance publique est seule légitime à assurer. L'indépendance énergétique est un des domaines où la coopération entre l'Europe et ses voisins est la plus nécessaire. Les grands travaux doivent promouvoir les objectifs de liaison par des transports économes en énergies rares entre grands pôles, d'aménagement et de développement des territoires et de mise en valeur de l'environnement et des sites remarquables en Europe.

**4 RÉTABLIR UN ÉQUILIBRE ENTRE CONCURRENCE ET COOPÉRATION** La « concurrence libre et non faussée » peut être prise au mot pour établir des échanges justes et loyaux. Des mécanismes de compensation et de protection doivent décourager les délocalisations vers les pays européens à bas coût de main-d'œuvre, lorsqu'elles ne se traduisent pas par des progrès sensibles de ces pays dans le niveau des salaires et de la protection sociale et dans la contribution à la réduction des gaz à effet de serre. Les politiques européennes doivent encourager la coopération, complémentaire de la concurrence.

**5 UNE POLITIQUE COMMERCIALE QUI PROTÈGE NOTRE MODÈLE SOCIAL** C'est à un réarmement commercial que l'Europe doit procéder et il nous faut dans ce domaine être plus européens que les européistes. Des montants compensateurs adaptés, des droits de douane si nécessaire, des normes de qualité vérifiables, des taxes ciblées, une véritable préférence communautaire, sont à mettre en place pour protéger nos emplois et l'environnement. La France doit porter cette exigence en Europe.

**6 L'AGRICULTURE ORIENTÉE VERS LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE** C'est une politique agricole offensive, autour d'une agriculture de producteurs, pour contribuer à la sécurité et à la qualité de l'alimentation, en Europe et dans le monde, qu'il faut rechercher. Elle s'appuie sur l'autosuffisance alimentaire, le soutien aux revenus des agriculteurs, une régulation tenant compte des prix internationaux et des contraintes environnementales et associant les producteurs, un contrôle public des intermédiaires, des industriels et de la grande distribution.

**7 UN VRAI STATUT DES SERVICES PUBLICS** Les services publics ou les services économiques et sociaux d'intérêt général, faisant appel aux collectivités publiques, aux entreprises publiques et aux associations sans but lucratif, doivent bénéficier d'un régime propre échappant aux règles de la concurrence sous conditions établies par les Etats membres. Cette réorientation de la politique européenne s'impose à l'heure où chacun peut faire le bilan négatif de la dérégulation des services publics et au moment où la crise mondiale faite de la défense et de la promotion des services publics un modèle alternatif particulièrement pertinent. A défaut, la France doit exiger de disposer d'une clause de sortie pour préserver et reconquérir ses services publics.

**8 UNE ALLIANCE ÉQUILBRÉE ENTRE LES GRANDS PAYS EUROPÉENS ET L'AMÉRIQUE** L'Europe n'étant pas elle-même une puissance et ne le devenant pas avant longtemps, ce sont les relations entre l'UE et ses grands Etats membres (dont la France) d'une part, et les Etats-Unis d'autre part, qu'il y a lieu d'organiser.

**9 UN AXE PARIS – BERLIN – MOSCOU** Publiquement, c'est en France que cette proposition est émise. Mais l'Allemagne, sans le dire, la pratique sur le terrain énergétique. Il appartient notamment à la France et à l'Allemagne de définir ensemble des objectifs réalistes de coopération « de grand voisinage » avec cette grande puissance européenne.

**10 L'UNION POUR LA MÉDITERRANÉE** La question de l'adhésion de la Turquie, qui se pose différemment dès lors que l'Union européenne a renoncé à être une puissance politique ne pose pas de difficulté de principe. Il nous faudra de toute façon initier des coopérations renforcées entre quelques pays européens. La question ne peut être tranchée en dehors de la mise en place d'une grande politique méditerranéenne, que l'UPM a fait espérer mais a pour le moment ratée. L'union méditerranéenne doit être relancée comme une véritable union d'Etats souverains.

## II

### **PESER A L'INTERNATIONAL** **POUR CHANGER LA DONNE MONDIALE**

*La mondialisation sans règles, à partir du leadership américain, a vécu. Les issues n'en sont pas évidentes pour autant, dès lors que l'élection du nouveau président des Etats-Unis fonctionne comme une re-légitimation du leadership américain, dans un compromis évolutif avec la Chine, sans pour autant vraiment s'accompagner des changements indispensables. Il appartient à la France de faire des propositions sérieuses notamment pour réglementer la libre circulation des capitaux, qui favorise de nombreuses formes de spéculations financières au détriment du développement humain.*

**11 LA RECONSTRUCTION DU SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL** La surévaluation de l'euro, qui est mortifère pour nos emplois, doit être combattue, en obtenant des changements dans la position de l'Allemagne. La piste la plus sérieuse consiste à refonder le SMI sur un dispositif de parités quasi-fixes mais adaptables entre le dollar, le yuan, l'euro, la livre et le yen, reposant sur un paquet de monnaies. Une profonde réforme du FMI est nécessaire. Les droits de tirage spéciaux doivent être utilisés à plus grande échelle pour des objectifs de résolution des conflits et de développement des pays pauvres.

**12 UN VRAI CONTRÔLE PUBLIC SUR LE SYSTÈME FINANCIER** L'éradication des paradis fiscaux (absolus ou relatifs) passe par la re-légitimation de l'impôt et du rôle des Etats. La réglementation des marchés financiers est à l'ordre du jour, le combat contre les spéculations sur les taux de change des monnaies, les cours des actions des sociétés cotées et le prix des matières premières est prioritaire. Cela signifie que les produits financiers doivent être encadrés par des règles prudentielles précises et sanctionnées. Un régime d'autorisation des nouveaux produits financiers est à mettre en place par les autorités monétaires régionales ou par le FMI de façon à protéger l'économie réelle des dérives financières. Comme la monnaie est un élément central de l'ordre social, les grandes banques, distributrices de crédits

financés par la collecte des dépôts et exerçant donc des responsabilités monétaires, doivent être sous le contrôle permanent des Etats, garants de l'ordre monétaire. Nationalisées de fait par l'intervention des Etats à leur secours lors de la crise financière, elles doivent l'être de droit.

**13 DES PROTECTIONS CONTRE LE DUMPING MONÉTAIRE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL** La nécessaire protection du progrès social et de l'équilibre de l'environnement conduisent à organiser les échanges entre des zones géographiques relativement homogènes, avec des mesures efficaces de protection à l'intérieur de ces zones. Il faut renégocier en ce sens au sein de l'OMC.

**14 LA RÉNOVATION DE L'ONU** Nous préconisons un élargissement du Conseil de sécurité, où nous avons et devons conserver un siège permanent. Nous soutenons la légitimité de l'ONU à intervenir politiquement plus qu'à multiplier les forces d'interposition. C'est dans ce cadre que doit se concevoir une action politique concertée de lutte contre le terrorisme. C'est dans le système de l'ONU que doit être créée une véritable organisation internationale de l'environnement.

**15 UNE ACTION COLLECTIVE INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE** Il s'agit de sortir de la duperie et de la débilite des appels moralisants sommant chaque individu d' « agir pour la planète ». Ce qui est primordial, c'est d'agir pour notre avenir commun, c'est d'organiser les transitions et de fixer des priorités, pour la sécurité alimentaire, pour l'énergie, pour l'eau et la lutte contre le réchauffement climatique, notamment avec les projets de captation de CO<sup>2</sup>. Il s'agit de lancer un plan d'actions internationales et par grandes régions sur 30 ans, qui fassent porter les efforts sur les pays riches et sur les pays émergents. Les tentatives en cours doivent être soutenues, en recherchant de façon énergique tout d'abord l'implication des Etats-Unis puis en second lieu celle des pays émergents à forte croissance, notamment la Chine, en vue de l'obtention d'une convergence des émissions mondiales par habitant, tenant compte la légitimité du développement des pays du sud.

**16 DES UNIONS D'ETATS SOUVERAINS PAR GRANDES ZONES GÉOGRAPHIQUES** Elles sont un des éléments clés du monde multipolaire de demain, qu'il s'agisse d'organisations anciennes (Union européenne, Ligue arabe, Union africaine, ASEAN) ou nouvelles (groupe de Shanghai en Asie centrale qui s'affirme, Union pour la méditerranée). La France doit avoir une politique cohérente en ce sens.

**17 UN NOUVEL ÉQUILIBRE STRATÉGIQUE RESPECTANT L'INDÉPENDANCE DE LA FRANCE** La logique de l'extension indéfinie de l'OTAN doit être clairement combattue. Malgré le retour de la France dans le commandement intégré, qu'il sera possible de remettre en cause, il faut continuer à se battre pour sauvegarder les moyens d'une véritable autonomie stratégique de notre pays et refuser l'intégration dans le groupe des plans nucléaires de l'OTAN.. La France doit conserver une capacité stratégique autonome. C'est probablement dans une stratégie d'appui réciproque avec certains pays émergents que la France, sans négliger ses relations avec ses principaux partenaires européens traditionnels pourra ne pas se laisser enfermer dans l'étau sino-américain. Une coopération stratégique est nécessaire avec la Russie, la Chine, le Japon, le Brésil et l'Inde.

**18 LA PAIX PAR LE DIALOGUE ENTRE TOUTES LES CIVILISATIONS** Il y a urgence à sortir de l'affrontement, ancré dans les têtes, entre l'occident et le monde musulman. La France, de par sa tradition historique, a un rôle à y jouer. L'affirmation politique et culturelle de la francophonie est un atout majeur. Pour cela, elle doit appeler à la recherche urgente d'une solution internationale au Proche-Orient fondée sur le respect des résolutions de l'ONU (avec un Etat Palestinien viable, un statut international pour Jerusalem et des garanties de sécurité réciproques pour Israël et ce nouvel Etat) et le désengagement occidental d'Irak et d'Afghanistan sont des objectifs prioritaires. Le principe d'interventions limitées dans les conflits, politiques toujours et militaires au besoin, mais si possible assurées par les seuls pays de la région du monde en cause, doit être défendu.

**19 UN PLAN MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN EN AFRIQUE** Les objectifs du Millénaire pour le développement sont à prendre au sérieux, en s'appuyant sur des Etats légitimes, autant que possible de droit. A partir du NEPAD, les grandes puissances et la Banque mondiale doivent financer,

éventuellement par l'utilisation de droits de tirage spéciaux (DTS), un vaste plan de développement agricole et des infrastructures énergétiques et de communication des pays les moins avancés dans le respect de la souveraineté des Etats.

**20** **DES POLITIQUES MIGRATOIRES NÉGOCIÉES ET ORGANISÉES** Les techniques de contrôle de plus en plus sophistiquées doivent être mises au service de politiques claires d'ouverture à la circulation des personnes et de migrations concertées, sans démagogie et sans naïveté, entre le nord et le sud. Il est nécessaire de définir plus précisément comment peut se mettre en place un véritable co-développement entre les pays du Nord et ceux du Sud en tirant les enseignements de l'expérience passée, ses limites et ses échecs.

## **III** **RASSEMBLER LES FRANÇAIS AUTOUR** **D'UN PROJET POUR LA FRANCE**

*Il est temps de retrouver des motifs de vivre ensemble dans le monde d'aujourd'hui, de trouver une signification nouvelle au « modèle français » et de régénérer un lien social qui tend à se dissoudre. Nous devons nous appuyer, à l'intérieur et à l'extérieur, sur la capacité propulsive de la Révolution française, et notamment de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Elle se prolonge des meilleurs apports du mouvement ouvrier et des idéaux progressistes qui ont inspiré le programme du Conseil National de la Résistance. Il est temps de sortir du discours prétendument « citoyen » infantilisant pour reconnaître les citoyens comme véritablement et effectivement souverains. Appuyée sur la souveraineté populaire, une volonté politique affirmée au service d'une vision et d'un projet politiques poursuivant les idéaux d'égalité et de justice sociale est vitale au vu des défis proposés à notre Nation. L'identité nationale, c'est l'identité républicaine de la France.*

**21** **LES SERVICES PUBLICS, OUTIL DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL** La nécessaire « défense des services publics » ne suffit pas. C'est à une véritable refondation qu'il faut procéder, au besoin, en les soustrayant à l'économie de marché. Certains besoins pourraient être mieux satisfaits dans une logique de service public et d'appropriation publique (eau, internet, banque, par exemple). Il est indispensable de trouver les modalités spécifiques de densification des services en milieu rural, dans les zones périurbaines et dans les banlieues dégradées. La régulation des tarifs et des services offerts par les opérateurs publics comme par les opérateurs privés chargés d'un service public est une prérogative de la puissance publique, que celle-ci doit exercer.

**22** **LA LAÏCITÉ, INSTRUMENT ADÉQUAT DE LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS** Seules des politiques nationales actives, attaquant les inégalités à raison des quartiers d'habitation et à raison des revenus des familles, peuvent assurer l'égalité des chances et sortir de la multiplication des recours contentieux anarchiques contre les discriminations. La laïcité doit être mise en œuvre fermement et totalement dans la sphère publique. Elle implique le respect de la diversité des pratiques religieuses qui doivent être compatibles avec nos lois comme du droit d'être athée ou agnostique. Toutes les formes d'obscurantisme, les revendications historiques communautaires, les enfermements sectaires, comme l'instrumentalisation de l'identité nationale, doivent être fermement combattues. La recherche et l'enseignement de l'histoire, des sciences et de la philosophie des humanités seront renforcés en ce sens. L'application de la loi de 1905 doit rester pleine et entière.

**23** **UN IMPÔT FRANCHEMENT REDISTRIBUTIF ET SUPPORTÉ PAR TOUS** Il s'agit d'élargir les bases d'un impôt sur le revenu véritablement progressif, avec mensualisation obligatoire ou retenue à la source, en supprimant tout bouclier fiscal. Mais il nous faut aussi moduler les impôts sur la dépense pour orienter la production vers les biens durables et les économies d'énergie. Et cibler davantage les impôts sur la rente et sur la fortune, notamment par l'imposition des grosses successions, des retraites chapeaux et des rémunérations excessives. Il nous faut sortir de la contradiction entre les avantages fiscaux et

les exonérations de charge accordés aux plus fortunés et l'ampleur de la dette sociale. L'équilibre entre contributions et cotisations sociales doit être revu, pour favoriser les revenus du travail sur ceux de la rente. Nous devons par ailleurs inverser l'évolution du partage de la valeur ajoutée en favorisant le travail au détriment du capital. La lutte contre la fraude fiscale doit enfin être renforcée.

**24 LA SÉCURITÉ PUBLIQUE POUR TOUS LES CITOYENS** La justice et les forces de police doivent être au service de tous les citoyens. Cela implique une réelle démocratisation de la justice, avec un équilibre entre les droits de la société et les droits de la défense. Il faut rompre avec l'acceptation de fait des zones de non-droit et des actions discriminatoires. Cela passe par une action résolue de proximité et par une meilleure légitimation des forces de l'ordre. La sécurité de tous passe par la prévention autant que possible, la dissuasion certainement, et la répression autant que nécessaire.

**25 UN NOUVEAU DYNAMISME DÉMOCRATIQUE** Une réforme constitutionnelle n'est pas prioritaire, même si la concentration excessive du pouvoir dans les mains du Président comporte de sérieux inconvénients. Sans doute l'introduction d'une part de proportionnelle dans l'élection des députés améliorerait significativement le fonctionnement de nos institutions. Mais c'est d'abord dans l'usage des institutions qu'il nous faut impulser du neuf. Il faut améliorer ensuite la qualité de l'information avec la séparation des médias d'avec les grands groupes industriels, des moyens pour la presse critique à publicité limitée, le développement d'un compte rendu public et contradictoire de mandat électif. Le système de financement des partis doit permettre de réintroduire un certain pluralisme, notamment en baissant les seuils d'accès au financement public. Il faut également apporter la garantie d'une justice strictement indépendante.

**26 DES COLLECTIVITÉS LOCALES, PARTIES PRENANTES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE** S'il y a matière à évolution, ce n'est pas par la réduction du nombre de collectivités, mais dans les rôles respectifs des différentes collectivités. Le mode d'élection des élus locaux doit leur assurer une vraie représentativité. La décentralisation ne doit pas être le prétexte au désengagement de l'intervention publique. La capacité légale et financière d'intervention des collectivités territoriales doit être sauvegardée. Pour limiter le cumul, il faut rendre toutes les indemnités d'élus publiques et imposables dans les mêmes conditions que les autres revenus.

**27 UN NOUVEAU SERVICE NATIONAL, QUI RASSEMBLE LES JEUNES DE CHAQUE GÉNÉRATION** En partant des expériences actuelles diverses (volontariat associatif devenu « service civique », chantiers de jeunes bénévoles, dispositif défense deuxième chance, préparation de la réserve, initiatives pour les jeunes des DOM, volontariat civil, services militaires courts, jeunes sapeurs pompiers, volontaires internationaux, etc), mettre en place progressivement un nouveau service national universel et obligatoire, qui sollicite pour une durée conséquente toute une génération pour des activités nobles, formatrices et socialisantes, au service de l'intérêt général.

**28 L'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE, OUTIL DE SAVOIR ET D'ÉMANCIPATION** L'école publique et laïque est à refonder, autour de sa mission essentielle de transmettre des savoirs et des valeurs. La démocratisation de l'enseignement n'a de réalité que si elle permet la maîtrise par le plus grand nombre de savoirs solides et la faculté d'aller jusqu'au bout de ses possibilités. Il est urgent de redonner aux enseignants la fierté de leur métier et de réaffirmer la prépondérance de leur autorité. La place des familles et des associations de parents d'élève dans l'institution doit être redéfinie. L'accent doit également être mis sur la nécessité impérieuse de réhabiliter le savoir et les connaissances. Il faut en finir avec l'illusion égalitariste qui perpétue un système inégalitaire qui ne dit pas son nom.

**29 L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES, UN OBJECTIF À PORTÉE UNIVERSELLE** Au-delà de la lutte contre les discriminations et à l'égal accès aux mandats politiques, l'égalité entre les hommes et les femmes est un des axes forts de l'émancipation des êtres humains. Des actions doivent être menées avec ténacité contre l'inégalité économique (salaires, statuts précaires, retraites). Les violences faites aux femmes doivent être plus énergiquement combattues. Le droit des femmes à disposer de leur corps doit être clairement défendu.

**30** **UNE SÉCURITÉ SOCIALE GARANTE DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE** La question de son financement est d'abord celle des recettes, qui passe par la remise en cause des exonérations de cotisations et l'élargissement de l'assiette aux revenus financiers, en passant de la cotisation à la contribution. La maîtrise des dépenses doit être un choix collectif éclairé par un large débat public est nécessaire sur le rapport entre le niveau des prélèvements et celui des risques couverts. C'est la condition pour développer par ailleurs des réponses aux exigences actuelles de solidarité : la prise en charge plus complète de la dépendance des personnes âgées, du handicap ou des maladies rares ; une véritable « sécurité sociale professionnelle » à partir de l'assurance chômage et du droit à la formation ; le développement des services aux familles.

## **IV** **IMAGINER UN NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT**

*Parier sur la valeur du travail, sur l'intelligence et sur les savoir-faire est ce qui permettra à la France de rester dans le peloton de tête des nations industrialisées et ce qui permettra à tous les français de prendre leur part à la réussite collective. En misant sur les ressorts de la société salariale, nous prendrons les moyens du développement. Le développement durable, c'est à la fois miser sur les ressources humaines et sortir d'un mode de développement prédateur des ressources rares.*

**31** **LES JEUNES, ATOUT DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL** La qualité de l'insertion professionnelle et sociale des jeunes est mauvaise en France, situation dont on ne sortira qu'en misant sur le dynamisme de la jeunesse, plutôt que sur la charité à son égard. Il est nécessaire de « reconnaître la valeur de la jeunesse », par un service civique et par l'accès à la formation, à l'emploi, au logement, à la santé et à la mobilité.

**32** **UN VÉRITABLE STATUT AFFIRMANT LA VALEUR DU TRAVAIL** Plutôt que la multiplication des statuts de salariés, il faut rechercher quelles règles simples peuvent structurer le droit du travail et mettre en place une véritable sécurité sociale professionnelle, en lieu et place de la multiplication des indemnités individuelles de préjudices. En même temps, il est temps de réévaluer les revenus du travail par rapport à ceux du capital, par une véritable politique des revenus favorable au travail. Sur les retraites, il faut élargir l'assiette des cotisations aux revenus financiers, augmenter l'activité des jeunes et des seniors, prendre en compte les travaux pénibles, relever les petites pensions et lier la durée des cotisations à l'espérance de vie selon les groupes sociaux ou professionnels.

**33** **LA RECHERCHE ET LA CULTURE, FACTEURS DE CROISSANCE ET DE DÉVELOPPEMENT** Il nous appartient d'identifier les quelques secteurs d'avenir sur lesquels l'effort d'investissement (grand emprunt) doit porter, en commençant par l'énergie et l'environnement, mais aussi la francophonie ou les mathématiques. Un effort de réinvestissement est nécessaire à long terme, financé par l'emprunt et associant laboratoires publics et privés.

**34** **L'INDUSTRIE, OBJECTIF D'ACTION DES FORCES SOCIALES ORGANISÉES** Il est nécessaire de développer une appropriation sociale des conditions de la politique industrielle, en en faisant un des domaines d'intervention de l'Etat, mais aussi des régions et un des objets de négociation sociale et du contrôle des représentants des salariés sur les décisions stratégiques des entreprises, une des modalités du lien entre les laboratoires et les entreprises. Un grand ministère de l'innovation doit s'articuler sur les pôles de compétitivité les plus dynamiques. Les exigences du développement durable doivent y être totalement intégrées et non comme un objectif à part. Les fonds salariaux sont un des objectifs qui peuvent contribuer au lien entre les salariés et leurs industries. Des fonds d'épargne populaire à pilotage public peuvent financer l'industrie sur notre territoire. Il faut en outre favoriser les coopératives et les mutuelles.

**35** **UNE LIMITE AU RETOUR SUR INVESTISSEMENT DES ACTIONNAIRES** La rémunération excessive des actionnaires internationaux est un obstacle à la rentabilité des entreprises. Il pourrait être envisagé de fixer une « marge actionnariale limite autorisée » comme le propose Frédéric Lordon, sanctionnée par une taxation très forte des profits distribués sous quelque forme que ce soit au delà de ce plafond considéré comme raisonnable, et qui abonderait un fonds public anti-OPA d'une part, et un fonds de financement de la protection sociale d'autre part.

**36** **LA NATIONALISATION, INSTRUMENT AU SERVICE DE LA POLITIQUE INDUSTRIELLE** : L'Etat est légitime pour intervenir, voire nationaliser quand une industrie est nécessaire à la communauté nationale, en précisant quelle est la doctrine de l'intervention publique, les critères de sa gestion et ses moyens de contrôle. Au plan industriel, cela peut être le cas pour des activités naissantes ou déclinantes importantes. Au plan financier, les grandes banques de dépôts, trop importantes pour faire faillite sans dommage, doivent être nationalisées en droit après l'avoir été en fait par l'intervention massive de la collectivité nationale à leur secours. Le développement d'un véritable fonds souverain d'industrialisation sera un moyen pour lui donner de nouvelles marges de manœuvre.

**37** **LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS RÉPONDANT AUX BESOINS** C'est un effort de construction public et privé sur plusieurs décennies qu'il faut promouvoir, en Ile-de-France et dans certaines agglomérations tout en utilisant mieux le parc existant dans la plupart des villes. Une grande politique foncière doit être mise en place pour le rendre possible. Il faut associer à la quantité la qualité des relations sociales et la mise en œuvre d'économies d'énergie, organiser le mélange des générations et des groupes sociaux et lutter contre la spéculation foncière et immobilière.

**38** **UN SYSTÈME DE SOINS ALLIANT EFFICACITÉ, ÉGALITÉ D'ACCÈS ET QUALITÉ** Notre système actuel passe pour un bon compromis, mais il est menacé : désertification de certaines zones en offre de soins, marchandisation excessive accompagnée pour les acteurs d'objectifs de rentabilité, imitation du modèle américain dans la réforme hospitalière. Les solutions sont à trouver dans l'implantation de maisons médicales, la refondation du rôle premier de l'hôpital public (notamment de proximité dans les zones défavorisées), la valorisation du médecin généraliste, des bourses pour financer les études avec engagement de pratiquer dans les régions défavorisées, une politique publique du médicament, la diversification des modes de rémunération des professionnels comprenant une part à l'acte et une part liée à des missions de service public, l'augmentation raisonnable du nombre des médecins et l'accès à de nouvelles missions des personnels paramédicaux plus nombreux et mieux formés.

**39** **UNE POLITIQUE FAMILIALE FONDÉE SUR L'ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES** La fécondité est plus forte en France que dans d'autres pays européens. Une des raisons en est que la France a depuis longtemps à la fois une politique familiale et une politique d'égalité professionnelle des hommes et des femmes. Il y a encore du travail pour la petite enfance, notamment en confortant l'école maternelle. Mais c'est dans cette veine qu'il nous faut poursuivre, parce que ces deux objectifs ne peuvent être atteints qu'ensemble. Choisir d'avoir des enfants est un acte volontaire qui implique que le droit à la contraception et, à défaut, à l'avortement soit par ailleurs fermement défendu.

**40** **DES RÉSEAUX NUMÉRIQUES Tournés vers le progrès de chacun et l'accès de tous** Le politique doit développer une vision de la régulation et de la promotion de l'internet et des réseaux numériques dans une perspective à la fois économique, sociale et culturelle (logiciels libres, garanties du commerce électronique, régulation des sites, droits d'auteurs mutualisés, réduction de la fracture numérique, sanction de la cybercriminalité, etc).

Le programme de Salut public qui est proposé vise à **redonner à toutes les femmes et à tous les hommes épris de progrès un objectif concret, réaliste, fondé sur les valeurs républicaines.** Ces valeurs n'appartiennent pas qu'au passé : la nostalgie n'est pas de mise. Elles sont modernes et forment un socle efficace sur lequel prendre appui **pour lutter contre l'atomisation et l'anomie de nos sociétés.** Elles sont le carburant qui permet à notre pays de conserver une influence sur notre avenir commun **Elles sont universelles, c'est-à-dire qu'elles peuvent parler et parlent effectivement à tous les peuples. >>>**

**Mouvement Républicain et Citoyen**  
**3 avenue de Corbéra**  
**75012 PARIS**  
**[www.mrc-france.org](http://www.mrc-france.org)**

